

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 49 | 24-30 mai 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 263 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

27 mai : Les images diffusées sur les réseaux sociaux de [Mehmet Emin Özkan](#), un homme malade de 83 ans incarcéré dans une prison de Diyarbakır, emmené à l'hôpital avec des menottes, ont suscité l'indignation des groupes de défense des droits humains qui ont demandé sa libération.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semblent être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

25 mai : [Lezgin Tekay](#), reporter pour l'agence de presse pro-kurde Mezopotamya, a été forcé de monter dans un véhicule sans plaque d'immatriculation par un groupe de personnes qui se sont présentées comme des agents de

renseignement et l'ont contraint à devenir un informateur pour l'État.

LIBERTÉ DE RÉUNION

24 mai : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) Nursel Tanrıverdi alors qu'elle participait à un sit-in de protestation contre la purge post-coup d'État des travailleurs du secteur public après 2016.

25 mai : Dans plusieurs provinces, la police a [arrêté](#) des dirigeants et des membres du Syndicat des employés de la santé et des services sociaux (SES) en raison de liens terroristes présumés.

25 mai : La police d'Ankara a [bloqué](#) une manifestation organisée devant le siège provincial du parti au pouvoir et a brièvement détenu cinq personnes.

25 mai : La police d'Istanbul a [détenu](#) deux personnes qui protestaient contre leur retrait sommaire de la fonction publique lors d'une purge post-coup d'État après 2016. Les détenus ont été libérés plus tard dans la même journée.

25 mai : La police de Rize a [bloqué](#) une manifestation contre la construction d'une carrière de pierre dans une zone importante sur le plan environnemental, et a brièvement détenu deux personnes.

26 mai : La police d'Istanbul a [arrêté](#) une personne au sujet d'une banderole déployée lors d'un point de presse tenu dans le bureau local d'une association de défense des droits humains.

26 mai : Le bureau du gouverneur d'Izmir a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de sept jours.

27 mai : À Van, des gendarmes et des gardes villageois ont [tiré](#) des coups de feu alors que des villageois protestaient contre l'ouverture d'une carrière de marbre. Quatre personnes ont été brièvement détenues après l'intervention.

27 mai : La police d'Artvin a [bloqué](#) une marche de protestation contre les quotas sur le thé, détenant brièvement 32 personnes.

28 mai : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation organisée par une organisation de jeunesse et a arrêté deux participants.

28 mai : Un [rapport](#) publié par la Fondation des droits de l'homme de Turquie (TİHV) a révélé qu'au moins 4 771 violations des droits de l'homme ont eu lieu lors de protestations et de manifestations organisées en Turquie entre 2015 et 2019.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET MÉDIAS

25 mai : Dans une vidéo publiée sur YouTube, le célèbre mafieux Sedat Peker a [admis](#) que ses menaces de mort proférées publiquement à l'encontre d'un groupe d'universitaires appelant à un règlement pacifique du problème kurde avaient pour but d'aider le gouvernement à créer un climat de peur.

25 mai : Atila Peker, le frère du patron du crime Sedat Peker, a [confirmé](#) les récentes affirmations de son frère, avouant lors d'un interrogatoire de police que le mafieux l'avait envoyé en mission pour tuer le journaliste chypriote turc Kutlu Adalı en 1996.

25 mai : Le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu a [déclaré](#) dans une interview avoir appelé son homologue britannique pour se plaindre d'un reportage de l'édition turque de la BBC.

25 mai : Un tribunal d'Aksaray a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur les allégations selon lesquelles un maire de district aurait utilisé des unités municipales pour ses affaires personnelles.

26 mai : Un tribunal de Hakkari a [condamné](#) la militante pacifiste Fatma Turan à 10 mois et 25 jours de prison pour avoir provoqué la haine et l'inimitié du public et fait l'éloge du crime et des criminels, suite à un discours qu'elle a prononcé lors d'une manifestation.

26 mai : Un tribunal de Van a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur les allégations selon lesquelles un travailleur social local a été battu par des agents de sécurité après avoir refusé de se lever devant un gouverneur de district.

26 mai : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à 59 messages de réseaux sociaux sur Facebook et Twitter concernant une allégation selon laquelle un magnat de la construction a soudoyé des fonctionnaires pour que les accusations criminelles portées contre lui soient abandonnées.

26 mai : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de libérer le journaliste Mehmet Aslan qui a été arrêté en janvier 2021 sur des accusations liées au terrorisme.

27 mai : Un tribunal de Manisa a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur des tweets impliquant des questions à poser au ministre de l'Intérieur alors qu'il était à l'antenne pour une interview en direct.

28 mai : Un tribunal d'Ankara a [condamné](#) le politicien kurde emprisonné Selahattin Demirtaş à deux ans et demi de prison pour ses remarques lors d'une précédente audience du tribunal qui visaient un procureur général qui l'avait inculpé.

28 mai : Les procureurs d'Istanbul ont [inculpé](#) le maire Ekrem İmamoğlu, demandant une peine de prison allant jusqu'à quatre ans, un mois, pour avoir insulté des responsables électoraux suite à l'annulation d'un vote à İstanbul en 2019.

29 mai : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à une colonne écrite par le journaliste Murat Ağırel sur le transfert présumé de fonds municipaux à des artistes favorables au gouvernement.

MINORITÉ KURDE

25 mai : [Lezgin Tekay](#), reporter pour l'agence de presse pro-kurde Mezopotamya, a été forcé de monter dans un véhicule sans plaque d'immatriculation par un groupe de personnes qui se sont présentées comme des agents de renseignement et contraint de devenir un informateur pour l'État.

25 mai : La police d'Antalya a [arrêté](#) l'ancien maire de Batman, Sabri Özdemir, dans le cadre d'une enquête menée à Diyarbakır.

26 mai : Un tribunal d'Iğdır a [condamné](#) l'ancien maire Yaşar Akkuş à sept ans et six mois de prison pour des accusations liées au terrorisme. Akkuş faisait partie des dizaines de maires du HDP qui ont été démis de leurs fonctions par le ministère de l'Intérieur et remplacés par des administrateurs pro-gouvernementaux avant d'être jugés pour des liens présumés avec le terrorisme.

26 mai : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de libérer le journaliste Mehmet Aslan qui avait été arrêté en janvier 2021 pour des accusations liées au terrorisme. Aslan a été emprisonné en raison de son travail pour l'agence de presse pro-kurde Mezopotamya.

28 mai : Un tribunal d'Ankara a [condamné](#) le politicien kurde emprisonné Selahattin Demirtaş à deux ans et demi de prison pour ses remarques lors d'une précédente audience du tribunal qui visaient un procureur général qui l'avait inculpé.

28 mai : Un tribunal de Van a [décidé](#) d'arrêter Firat Keser, cadre du HDP, pour des accusations liées au terrorisme.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

24 mai : Les gardiens d'une prison de Kocaeli ont [agressé](#) physiquement un détenue nommée Garibe Gezer.

25 mai : Amnesty International a [démenti](#) les affirmations du ministre de l'Intérieur, Süleyman Soylu, selon lesquelles l'organisation ne dispose d'aucune conclusion ni d'aucun rapport sur les allégations de torture dans les prisons turques.

26 mai : Un policier de Diyarbakır aurait [cassé](#) les dents et le bras d'une femme de 55 ans alors qu'elle protestait contre la détention de son fils le 18 mai.

29 mai : Des rapports ont [révélé](#) que 86 personnes détenues lors d'une opération visant le mouvement Gülen à Çanakkale le 21 mai, parmi lesquelles des mineurs, ont été interrogées pendant des jours et soumises à des tortures par strappado, des coups et des menaces de viol.

30 mai : Les gardiens d'une prison de Kocaeli ont [agressé](#) physiquement un détenu nommé Cihangir Çeliker.